

Communiqué de presse - SEATTLE TO BRUSSELS NETWORK

## **Mini-Ministérielle de l'OMC à Genève : pourquoi l'agenda commercial de l'Union européenne est-il condamné à l'échec ?**

jeudi 7 août 2008, par [s2bnetwork](#) (Date de rédaction antérieure : 18 juillet 2008).

Bruxelles, 18 juillet 2008 - Aujourd'hui les organisations de la société civile et les mouvements sociaux européens membres du réseau Seattle to Brussels expriment leurs inquiétudes profondes face aux positions de l'Union européenne dans cette phase préparatoire de la Mini-ministérielle de l'OMC prévue à Genève la semaine prochaine.

Des ministres de douzaines de pays, dont les USA, l'Union européenne, le Brésil, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines, l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Egypte, se rencontreront à Genève à partir du 21 juillet pour tenter de conclure le Cycle de Doha. Après des années de négociations, de ministérielles échouées, de nouveaux départs, c'est leur « dernière chance » avant que le Président Bush ne quitte ses fonctions.

Les ministres veulent achever ce cycle défaillant quitte à écarter du débat des priorités cruciales à l'échelle globale, telles que la crise alimentaire, le réchauffement climatique, la pauvreté ou encore la dette.

S'il est conclu, ce cycle de négociations faussement dénommé "Cycle du développement" profitera aux multinationales et aura des conséquences profondément négatives sur les travailleurs, les paysans, les femmes, les consommateurs et l'environnement.

- Les pertes d'emplois et la désindustrialisation s'accéléreront et le développement sera davantage entravé à long terme. Les pays riches demandent que les pays en développement leur offrent un nouvel accès à leur marché, ce qui signifie pour ces derniers d'importantes coupures tarifaires sur les biens transformés et les ressources naturelles.

- Les conditions de vie des paysans, la sécurité alimentaire et le développement rural seront soumis à une pression encore plus forte. Les USA et l'Europe continuent de subventionner leur agro-business exportateur, et dans le même temps combattent des protections absolument fondamentales pour des millions de paysans dans les pays en développement. C'est inacceptable dans un contexte de crise alimentaire globale.

- La privatisation et la dérégulation des services seront exacerbées, notamment dans des secteurs clés comme la finance et l'énergie, réduisant ainsi l'accès à ces services autant que leur contrôle démocratique.

L'instabilité récente des marchés mondiaux démontre au contraire le besoin d'interventions publiques et d'une surveillance des marchés financiers et non-financiers.

- Les efforts internationaux effectués pour endiguer le changement climatique seront ruinés par un renforcement des règles de l'OMC, qui promeut l'expansion du commerce mondial comme une fin en soi, sans considération pour les impacts sur le climat, la biodiversité et les ressources naturelles.

Les pays les plus pauvres seront les plus grands perdants. Les projections économiques d'un accord potentiel sur le Cycle de Doha, effectuées par plusieurs think tanks et même par la Banque mondiale, montrent que les coûts des suppressions d'emploi, des pertes de marge de manœuvre politique et la chute des revenus douaniers dépasseront de loin les supposés « bénéfices » de ce « Cycle du développement ».

Pour toutes ces raisons, les ONG, mouvements et organisations membres du réseau Seattle to Brussels[1] sont profondément inquiètes à l'approche de la mini-ministérielle à venir.

L'Union européenne, par la voix de son Commissaire au commerce Peter Mandelson, poursuit ses demandes injustes et insoutenables aux pays émergents et aux pays en développement.

D'autre part, par delà toutes les paroles sur l'Europe « qui protège » propagées par l'actuel Président du Conseil de l'UE N. Sarkozy, l'UE continue de promouvoir un système agricole insoutenable, qui sert principalement les intérêts de l'industrie européenne agro-alimentaire, sans considération pour les conditions de vie et la souveraineté alimentaire des petits paysans d'Europe ou du Sud.

Du point de vue de la Commission européenne, les quelques concessions acceptées par l'Union européenne dans les négociations agricoles devraient être compensées, du côté des pays émergents, par des coupures tarifaires dans le secteur des services et des biens industriels. Mais ces propositions ne créeront ni emplois décents ni développement durable en Europe ou au Sud ; en Europe comme dans les pays en développement, ils affecteront au contraire les populations les plus fragiles.

Approfondir la dérégulation de la production alimentaire et du commerce ne constitue pas une réponse à l'actuelle crise alimentaire, énergétique et environnementale ; au contraire, cela aggravera les inégalités à la fois au niveau global et à l'échelle locale.

La conclusion du Cycle de Doha renforcerait et légitimerait des approches et des politiques qui ont pourtant montré leur inefficacité et leur capacité de nuisance pour les paysans, les travailleurs, les consommateurs et l'environnement aussi bien en Europe que dans les pays du Sud.

Dans la perspective de ce CAGRE extraordinaire prévu le 18 Juillet et tout au long de la semaine prochaine à Genève, nous pressons la Commission

européenne et les Etats membres de l'UE d'admettre les échecs du vieux credo du libre-échange et de la compétitivité, et d'initier de nouvelles politiques commerciales qui soutiendront la souveraineté alimentaire, des sociétés durables, un partage juste des richesses et l'accès universel aux biens communs.

---

*Contacts Presse :*

Marc MAES (Bruxelles)

Trade Policy Officer, 11.11.11

Belgian mobile : +32.497.600442

Email : marc.maes(at)11.be

Interviews possibles : EN, NL, FR

Amélie CANONNE (Paris)

Network Officer, Seattle to Brussels Network

French mobile : +33.624400706

Email : amelie.aitec(at)reseau-ipam.org

Interviews possibles : EN, FR

Charly POPPE (Bruxelles)

Trade and Economic Justice Campaign Coordinator, Friends of the Earth Europe (FoEE)

Belgian mobile : +32.485.534193

Email : charly.poppe(at)foeeurope.org - [www.foeeurope.org](http://www.foeeurope.org)

Interviews possibles : EN, FR

---

NOTES :

[1] Le Réseau Seattle to Brussels (S2B) (<http://www.s2bnetwork.org>) est un réseau pan-européen regroupant plus de 70 organisations de 16 pays de l'UE, qui font campagne pour la promotion de règles commerciales durables et socialement et démocratiquement responsables. Le Réseau S2B est membre de la coalition mondiale « Our World is not for sale »

(<http://www.ourworldisnotforsale.org>).